

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	32
• Voix	208
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	209
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



OBJET : Ressources humaines / Recrutement d'un contractuel sur emploi permanent pour l'animation et le portage de la démarche de prévention et de gestion des inondations sur le territoire du bassin versant de l'Adour aval (art. 3-3-2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984)

Exposé des motifs :

Le président fait part des sollicitations du territoire afin que l'EPTB assure le portage et l'animation d'une démarche d'élaboration d'un PAPI sur l'Adour aval. L'objectif visé est la mise en place d'une gestion intégrée des inondations sur le territoire afin de réduire leurs conséquences dommageables.

À cet effet il convient de procéder au recrutement d'un agent qui sera en charge des différentes dimensions des projets conduits : élaboration de documents contractuels et réglementaires, mise en œuvre des actions du programme, évaluation et animation de la concertation.

Le chargé de mission aura donc en charge la mise en œuvre et le suivi du PAPI (animation, coordination technique et financière) en relation notamment avec les collectivités gémapiennes, les services de l'État, l'agence de l'eau, les services des Départements et de la Région, les EPCI-FP, les communes, les prestataires (entreprises et bureaux d'études), les animateurs TRI et PAPI du bassin de l'Adour, partenaires institutionnels et techniques dans le domaine de l'eau.

Dans l'objectif d'assurer les missions décrites ci-dessous, il est nécessaire de créer un emploi permanent à temps complet (35/35^{ème}) du grade d'Ingénieur (catégorie A).

Afin de pourvoir ce poste, dont la mission dans le temps peut dépendre des études et des résultats du dialogue territorial, il est proposé de recourir à un recrutement sous la forme prévue à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

Cet emploi est ouvert à compter de 2022, à date de signature, pour une durée de trois ans.

L'agent recruté sur cet emploi sera chargé d'assurer les missions suivantes :

- Animer l'élaboration du programme d'études préalables (PEP) au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) en concertation avec l'ensemble des partenaires et en particulier les collectivités territoriales concernées ;
- Mener un travail appuyé de dialogue territorial et animer les réunions techniques avec les différents maîtres d'ouvrage et partenaires techniques ;
- Réaliser les cahiers des charges et la mise en concurrence des prestataires, assurer le suivi des opérations nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre du PEP, les évaluer et en diffuser les résultats ;
- Rédiger les pièces techniques et administratives nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre du PEP ;
- Assurer le suivi technique, administratif et financier des démarches, dont l'élaboration, l'accompagnement et le suivi des dossiers de subvention auprès des financeurs ;
- Veiller à promouvoir une synergie, un lien et une articulation avec les autres problématiques existant sur le territoire et les dispositifs de gestion en place, en vue de tendre vers une gestion intégrée optimale des inondations ;
- Contribuer à la réflexion prospective en proposant des stratégies et en évaluant les choix et réalisations ;
- Développer des projets structurants ou innovants à partir des besoins et des opportunités financières ;
- Réaliser des actions d'information et de sensibilisation des différentes parties prenantes par la rédaction et la diffusion des différents documents (état des lieux, diagnostic, comptes-rendus, diaporamas, notes...) ;
- Participer aux échanges entre animateurs TRI et PAPI et avec les autres partenaires techniques ;
- Assurer une veille bibliographique et réglementaire sur la gestion des inondations ;
- Faire un suivi des crues sur le territoire du bassin de l'Adour aval ;



Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant :

Bac + 4/5, formation dans le domaine de l'hydraulique et la dynamique fluviale et/ou la prévention des risques.

L'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A,

L'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement décrite au chapitre 1^{er} du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le recrutement de l'agent se fera sur emploi permanent par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 3-3-2,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de créer un emploi permanent à temps à temps complet (35/35ème) du grade d'Ingénieur de la catégorie hiérarchique A, pour le portage et l'animation d'une démarche d'élaboration d'un PAPI sur l'Adour aval,
- que l'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public d'une durée de trois ans conformément à l'article 3-3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE